



La cosmopolitisation comme épreuve, la transition comme espace urbaine décomposée

GERGELY A. András

Institute for Political Science, Budapest
Ethno-Regional and Anthropological Research Centre

VARGA Andrea

PhD student, University of Bucharest
Historian, archivist

Abstract. Hungarian political aspirations into the West – as a new model of the cosmopolitisation and Europeisation – we have [re]written their variations, over a period of system changing to the postmodern “legitimacy-vision” in the space. The question of how the “theatre ruling strategy” of the strange state-modernisation meets the practice of the actors might be a basic one. We will discuss the interpretations of some inter-cultural relations, we would say, the political spaces are bound to follow the norm in social integration; having even the program of building up demarcation force-lines, a kind of identity-building procedure, which serves equally both the maintenance of the right to the existing state-level regulations and the introduction of new ones. In this “scenic space” the director’s conception and the problem around which the pre-script evolves are both counting on such professional actors who, besides having the necessary routine in acting in front of an ever darkening background, are not only undertaking the narration of some well-known story, but they do love acting it out, as well. For this is a kind of cultural boundary-building narrative which, in the name of neighbourly ideology, might be undertaken by the mediary function between the “long awaited West” and the permanently present East. The “West awaited with open arms” attitude had once symbolised a behaviour which was ready to sacrifice the fake brotherly intimacy, but at the same time was asking for help and inclusion – while today, the “East awaited for with closed arms” is reflecting the changed condition of solidarity, and of exclusion games.

The weighing against the West and the accentuation of the traits separating “us” from the East serves as a means of forming a particular double identity or role-awareness which theoretically ensures the presence of both plus the confidence of the possible choice as well. In the sphere of social group boundaries, naturally, this (culture-dependent group definition in

different urban space) is surrounded by polit-ecologically important moments; and is determined by historically impacting demographic perspectives or migrational trends alike (in Hungary and Romania too). All these social and mass relations, geographical and historical dimensions in public policy and in public sentiment are not determined by the condition of being closed, but always by the cultural contacts and the changes of the given time.

We would only recall the fact that the core questions and the key phrases (such as stigmatisation, migrational mobility, local economy, familial and group-integration, exclusion and annexation, dichotomisation, political stability, legitimacy, social conflict and a long list of such terms) in the public political and non-political public (symbolic) speech have for some time served mainly as a means to delineate the way in which it is through the boundaries that the institutionalised and continuous organised existence of several social or ethnocultural groups becomes definable. Obviously, this demarcation zone has at the same time got a boundary-forming function, too, for it enhances the expansion of a new (internal) colonial space if needs be from the inside, or in case more is needed, then from the outside; and it is also shaping the boundaries, the form, the interactions, the choice of patterns, the conflicts and the compromises of this space formed out of the presence of various social groups. As history, the process of local urban events and the system of external effects-impositions are just as subject to factors of identitychange as the internal value systems; the structure of the complex (and even more so of the pluralist) social systems are formalising, operating and, as such, considerably preventing the formation of a more wholesome system of the movement of the cultural boundaries towards or further away from each other – and they do all this in a Romanian-Hungarian historical trend.

Keywords: cosmopolitanism, urban space, transnational transformation, human globalisation, cultural settings in cities, urban presentation of self, “common space” in recomposition, Budapest capital (Hungary).

La Hongrie, ce pays est-européen, se trouve au centre des transitions politico-économiques, entouré par des rapports Nord-Sud, Est-Ouest, ainsi qu'européennes. C'est pourquoi Budapest, la capitale historique de la Hongrie (les trois parties de la ville ont été unifiées à la fin du 19ème siècle), est fortement pressée à réfléchir sur les défis conflictuels posés par la modernisation contemporaine. Ces réflexions sont actuellement en train d'éprouver toutes sortes des dimensions différentes de l'Autre. Cela est dû au fait que l'Autre est devenue dans notre univers des transactions la condition de la modernisation, de la transition politique de l'autorité d'un parti communiste unique au multipartisme, ainsi que du passage de la communauté des acteurs sociaux participants au changement du régime vers leur séparation ultérieure. L'Autre, c'est l'Occident pour la plupart des citoyens est-européennes, c'est-à-dire une vie qui est spectaculaire, lumineuse et plein de succès d'une manière autre. Les hongrois ont reconnu l'espoir du bien-être, de la dignité personnelle, de la différence qualitative du devenir citoyen et citoyen dans le contexte de la transformation du régime. La recomposition territoriale de la

Hongrie historique comme aspiration forcée pour tous les acteurs sociaux s'est indiscutablement l'épreuve de cet époque et notamment pour les citoyens de la „patrie” et de la capitale de cette „nouvelle” région orientale, en constituant du point central en la région périphérique du zone frontalier (Schengen).

Les sentiments collectifs des citadins ainsi que les coopérations interpersonnelles de la vie quotidienne se sont complètement transformées à partir des années quatre-vingt-dix – surtout en ce qui concerne les dimensions culturelles de la transition d'un parti-état national vers l'état national. De la „baraque la plus heureuse” jusqu'à la marginalisation de la population citadine sédentarisée et le combat intérieur envers les nouvelles entreprises multinationales, la transition a été la plus intensive au niveau des variantes culturelles, mais aussi la plus désespérante concernant les possibilités de prospérité économique et sociale, toute cela mobilisant la recherche des interactions, des accords, ce qui a conduit à l'érosion des rapports et des frontières entre les groupes sociales. Dans la pratique des recherches de sciences sociales, et surtout pour les anthropologues l'intérêt majeur est de mieux connaître ces micro-cultures urbaines, entités internes, peu ou non-visibles. Les transformations de groupements urbaines impliquent divers approches, de la recherche sur les situations-limites, en posant des questions au gouvernement multipartite, mais en même temps – à l'autre côté – aux élites de l'éthos économique-religieux et transnational. On pourrait soutenir que les interactions post-socialistes et précapitalistes ont en effet redéfini les notions conventionnelles de la localité, du commun, du privé et du public: elles ont fait de Budapest un espace de recompositions conflictuelles à l'époque du „changement de système”, dans le contexte des processus symboliques d'unification avec l'Europe.

Aux débuts de la transition politico-économique, l'interprétation et l'utilisation de l'espace collective/publique était devenu plus libre, par rapport au sentiment public d'isolement caractérisant l'époque socialiste. Dans la „période étatique”, c'est-à-dire pendant „la démocratie de type socialiste” la particularité des espaces, des lieux de la mémoire collective apparaissait comme fixée et dessinait tout un contexte d'équilibre quasi-utilitarist, nom-localisé – ce qui s'est transformé, relativisé, recomposé en mettant à mal le sentiment de sûreté dans la grande ville monumentale et multiculturelle. Notre époque transitoire est au contraire celle de la transition des existences sociales et de l'incertitude généralisée. Elle permet la reconnaissance de la temporalité relative des choses, des liaisons, des connexions interculturelles; elle rend sensible à l'absence de la dignité, à la complexité d'influences incertaines, sans désigner les perspectives et les horizons humains des processus qui la travaillent. C'est dans un dialogue avec un contexte de mobilité plutôt que de stabilité, de privatisation sans coopération que la figure du citadin cosmopolite comme nouvel acteur des sociétés urbaines émerge. Et la situation est tout a fait parallèle en Roumanie aussi. Mais *les lieux de la reconnaissance* manquent encore: pour les institutions officielles des normes et les relations

civiques des citoyens ne se représente ni la dignité de la société civile ni les niches sociales des individus isolés ou des groupements socioculturels. L'attention et la réflexion des sciences sociales doit interroger, par les instruments de l'observation participante, l'expérience des différents groupes des villes contemporaines, en entrent dans l'espace invisible des discours cachés de la société active. Comme Alain Battagay l'a dit dans une présentation brève des travaux d'anthropologie urbaine: „l'un des intérêts majeurs de l'anthropologie urbaine comme discipline et comme discours implicite des sciences sociales, à ouvrir des fenêtres de compréhension vers les multi-appartenances des citoyens, la pluralité de leurs engagements et de leurs manières de vivre les villes contemporaines, faisant des individus des représentants des cultures auxquelles ils appartiendraient et qui se définiraient par des stocks de traits distinctifs et culturellement identifiés dans un contexte de héritières de l'anthropologie culturelle” (Battagay 2004b).

Le second point de vue porte sur les effets au niveau des logiques socialisatrices qui se façonnent en milieu urbain dû à la recomposition de l'espace politico-culturelle, en s'interrogeant plus particulièrement sur le rôle de l'espace et du rapport à l'espace dans la re-socialisation des individus et dans la nouvelle construction des identités sociales post-est-européennes. Quel rôle les espaces habités par les citoyens jouent-ils dans la structuration de leur vie sociale et de la diversité de leurs répertoires culturels de l'interaction, dans leur parcours biographique pendant notre époque de la transition? Comment les espaces urbains hérités interviennent-ils dans les manières d'être, de se transformer, d'agir, de penser et d'être ensemble des citoyens après l'époque de la pression exercée par le parti politique „communautaire”? Dans quelle mesure les modalités de reconfiguration et d'appropriation des espaces urbains, les pratiques de territorialisation et de régionalisation européenne, les mobilités urbaines et transnationales, ethniques et culturelles contribuent-elles à la façonnement des individus? Comment pouvons-nous redéfinir – au fil des changements résidentiels – les manières d'habiter des citoyens, et surtout des citoyens épuisés? Comment ces groupes sociaux socialisés d'une manière différente adaptent-ils les dispositions héritées aux situations d'interactions sociales dans lesquelles ils se trouvent à l'intérieur de leur quartier ou de leur ville? Dans quelle mesure les contextes résidentiels servent-ils de référence pour interpréter des transitions et gérer les situations nouvelles de la société civile? Pour qui et par qui ces contextes d'habitat peuvent-ils constituer des lieux de la reconnaissance de l'intérêt public, ou, au contraire, des lieux de commémoration des dimensions à la fois sociales ou socialistes, morales et collectives?

La question la plus délicate qui se pose ainsi, c'est celle de la reconnaissance des épreuves du vivre-ensemble dans cette société presque cosmopolite. Le défi de la cosmopolitisation est une nouveauté pour les acteurs de ces processus, ainsi que pour les chercheurs d'anthropologie urbaine dans les sociétés de consommation

(voir ces questions dans un contexte beaucoup plus large chez R. Brubaker, P. Niedermüller, U. Hannerz ou Z. Bauman etc.). La position de la Hongrie post-communiste et de la capitale n'est pas celle de „l'Occident de l'Orient", mais plutôt celle d'une bastion orientée vers l'Occident, une forteresse périphérique dans le processus d'unification avec l'Europe. Elle est en même temps la porte des mouvements inter-ethniques est-européens, des foules migratoires; Budapest est devenu une station où les routes inégalement légitimes des étrangers, des altérités, c'est-à-dire celles de la transformation des interactions post-socialistes et pré-capitalistes – qui redéfinissent les notions conventionnelles de la localité, du privé et du public – s'entrecroisent. Il s'agit d'une *nouvelle espace transitoire*, celle des *recompositions conflictuelles* dans l'époque de „changement du régime". L'interprétation et l'utilisation de l'espace est devenue plus libre au début de la transition politico-économique (1989–94), par rapport au sentiment public d'isolement caractérisant l'époque socialiste. Toutefois, le sentiment de constance des citoyens a été radicalement relativisé par les conflits subculturels entre les générations „anciennes" et „contemporaines". La capitale était une certaine notion symbolique de la stabilité historique, l'espace de jeux pour les divers types de foules de la société, pour les identités locales et subculturelles; mais les transformations mentales permettent la représentation des influences locales ou contre-culturelles des entités politico-culturelles de nos jours. Les tensions inter-ethniques et interculturelles créent des micro-cultures de la solidarité dans les milieux sociaux les plus différents, et structurent l'ordre de la dépendance sociale, la différenciation des itinéraires et des rapports sociaux, sur la base de niveau de formation, des univers professionnels, de l'habitat, des réseaux amicaux ou de parenté, des échanges familiaux, des intérêts spécifiques; ou d'autres tiers qui interviennent comme médiateurs, porte-paroles des partis, les activistes dans les secteurs public-privé etc. La transformation de ces rapports sociaux démontrent la légitimité de l'observation de la reconnaissance intersubjective et sociale qui est à l'oeuvre dans ces différentes dimensions. De même, un certain nombre de projets de recherche (voir les bases de données de Hannerz, Jacques Barou, ou de Julianna Bodó, avec les relevances est-européennes, traité par Barou 2004; Bodó 1993) se donnent pour objet l'étude des conditions de transition vers l'âge adulte des nouvelles démocraties, afin d'expliquer les rôles des acteurs de la vie publique, des organisations transnationales, ou des relations non-institutionnelles, des groupes voisins en interaction.

Notre époque actuelle se focalise surtout sur le présent, sur l'*instantanéité*. Elle nous témoigne de et nous permet de documenter tous les consécues de la transition, en faisant ainsi possible de reconnaître le caractère temporelle des choses, des liaisons et des connexions interculturelles; elle fait possible de constater l'absence de la dignité de la personnalité, ainsi que la totalité des effets de l'incertitude, de la manque de perspective du processus humaine de transformation.

Pour le nouvel acteur des sociétés urbaines, pour l'homme „cosmopolite”, la mobilité a pris la place de la stabilité, la privatisation celle de la coopération, et l'assujettissement universelle celle des milieux locaux fortement fermés.

Nous voudrions encore signaler modestement les contextes d'utilisation de la notion de *transition* et celle de *tendances transitoires*. Le contexte d'utilisation de la notion de transition est fortement surchargée en Europe de l'Est, par les différents contenus – premièrement nationales – véhiculés par les interprétations politiques (voir les cas des étapes encore en déroulement en Roumanie, en Ukraine, et dans presque toute l'espace balcanique). La transition, entendu comme une sorte *frontière sensible* entre les faits sociaux internes et externes, ou comme l'espace politique créé par la disparition du bloc de l'Est et par la transformation libérale de la plupart des économies de la planète, produit des zones ou des blocs de conflits, et génère des flux de migrations jamais prévu (voir les cas des roumaines en Espagne, en France et en Italie, ou celui des chinois en Hongrie, des polonais en Grande-Bretagne, les tamiles en Pays-Bas etc.), avec des millions de personnes déplacées, avec des bouleversements politiques, avec des milliers des populations étrangères non-communautaires. Ces transformations « brutales » se trouve à l'origine de la difficulté de définir nettement le contenu exact de la transition... – celle qui reste fluide, précaire, incertaine.

Les effets des processus de la transition vers l'intégration européenne n'ont pas été envisagés d'un point de vue politique ou institutionnel; et nous ne nous proposons pas non plus à faire l'inventaire des conséquences des diverses réglementations. Notre étude se propose avant tout à déterminer les directions spatiales dans lesquelles évoluent, au cours de l'adhésion, les coopérations territoriales, les relations existant entre la ville et ses environs, qui, historiquement, ont été formées sous forme d'inégalités (c'est-à-dire sous forme de dépendances hiérarchiques) en Hongrie et en Roumanie aussi.

On pourrait essayer de redéfinir la notion de la transition en dehors des débats politiques, mais dans un milieu purement académique. Au niveau le plus *général*, la transition représente la *complexité des changements* de chez nous, la totalité de la transformation politique, et tous les reformulations des phénomènes sociaux, y compris le tournant de l'Est vers l'Ouest. Ce type de changement dans les villes signifie la réhabilitation de l'espace politique publique, au sens d'un nouveau recommencement de la reconstruction des intérêts politiques. Il est moins claire, dans la société hongroise et roumaine, et pour la plupart des acteurs sociaux, que les liens invisibles qui rattachent, dans la ville, une organisation sociale à son environnement construit ainsi que naturel, ne se constituent pas simplement par les rassemblements par le partage des hommes ou des murailles, mais par l'agir sur la ville. La problématique qu'il faut savoir représenter et nommer est la suivante: comment se *représenter* la ville (qu'il s'agisse de Budapest ou d'Oradea, de Bucuresti or Ploiesti) dans sa complexité? Les cartes, les plans, la cartographie, la

modélisation, les études des représentations mentales forment un ensemble de recherches fondamentales cohérentes indispensables pour la compréhension de la ville, pour la construction des habitations et pour le tracement des places destinées au rassemblement libre et au débats, en toute légalité, des affaires des habitants ou du gouvernement. Selon les élites politiques, la ville est bien compréhensible par les *fonctions*, par les *modèles* de fonctionnement. Selon les habitants, ou selon quelques groupes de chercheurs, au contraire, il faut aujourd'hui retrouver les *liens invisibles* qui unissent l'organisation sociale ou socioculturels de la ville, parce qu'il est nécessaire de redonner à la ville contemporaine sa capacité à fabriquer des liens sociales, externes et internes, mentales et représentationnels. Ce débat urbanopolitique est fortement utilitariste, en concentrant le discours sur la représentation des divers transmissions sociales, des migrations, des *réorientations* des mentalités socioculturelles.

En ce qui concerne les milieux familiaux et professionnels, les questions les plus délicates touchent les problématiques d'*instrumentalisation* systémique: les échanges, les générations, les itinéraires, les utilisations des symboles politico-mentales. Pour les habitants des villes c'était l'un des provocations les plus marquants: retrouver les relations familiales, reformuler les intérêts localement définissables, détecter les absents des relations visibles au croisement des certaines cultures urbaines et patrimoniales.

On pourrait mettre en évidence, concernant l'existence urbaine une forme de temps articulé par le *rythme culturel* et par la permanence des choses. Les périodes vécues par l'être social peuvent aussi se décomposer en éléments constitutifs: naissance, mariage, mort, floraison, mûrissement, disparition; les moments de la journée, les saisons, l'horaire journalier décomposé en travail-loisir-repos, les crescendo et les diminutions des sons et des lumières, c'est à dire les rythmes de la vie urbaine qui deviennent les « crampons » de la vie quotidienne. Tout ce stock d'usages du temps et de la culture, le choix de modèles et surtout la possibilité de changement ne sont pas donnés à tout le monde dans les différentes sphères sociales. Les foules des métropoles ne résistent plus à la tentation d'influer sur le temps, de le maîtriser, de le remplir, de le transformer. L'être humain a besoin de se protéger contre le temps, la *vitesse de la modernité* le rend ahuri, il perd sa propre historicité. Les Grandes Narrations (nationales, globales, historiques) sont accompagnées de petites histoires (locales, des groupes, privées, culturelles) et le chercheur avide de les connaître ne doit pas se contenter de découvrir les structures des significations, mais aussi les rythmes des rapports sociaux, des liens familiaux, des relations de groupe intimes et des structures de pouvoir. Un des composants élémentaires de ces rythmes est la coupure (l'état statique), et l'opposition du mouvement et de la coupure résulte dans un ordre interne observable en tant que style de vie, ce qui peut être en harmonie, ou au contraire, en conflit avec celui des autres. Le temps social organise le mode de vie et le rythme des corps des individus

et celui du corps social. Le changement de cette condition de vie (par exemple le changement de la proportion entre le temps de travail et le temps libre, entre le travail solitaire et collectif, le changement de l'intérêt et de l'implication, la direction « extérieure » devenue fréquente de l'économie du temps) a *changé l'espace-temps social* – ou au moins les manières de le traiter et de le vivre. Et pendant qu'une partie de l'expérience temporelle se perd à cause des effets régulateurs des tempos artificiels, les rythmes naturels équilibrés d'antan ne peuvent malheureusement pas se rétablir.

Même le rythme social est rendu historique, dialectique, commercialisé. Le passage entre la nature et le milieu est de plus en plus difficile, la « connaissance des jours de fête » est de moins en moins tolérée; il y a de moins en moins de chance pour créer un rythme de vie personnel ou pour s'adapter à un rythme commun. L'ordre ou le système des mouvements sociaux ou refoulement est de plus en plus mécanique, ou bien il devient de plus en plus artificiel (et politisé).

Ainsi, le temps dans la ville et les temps culturellement définissables nous intéressent en tant que *rites de passage*, en tant que narratives particulières de la temporalité de la société, que le chercheur doit apprendre à connaître, comprendre et interpréter. Éclaircir la symbiose entre le temps et l'homme, entre temporalité et expérience humaine, remarquer les équivoques cachées du processus d'action sociale, déchiffrer les significations abstraites et concrètes, sont des tâches gigantesques et étonnamment belles. Et si nos tâches prévisibles, réalisables n'étaient pas limitées par autre chose que du temps qui passe, il nous serait plus aisé d'appréhender les différentes notions de temps caractéristiques pour les villes, les communautés, les nations, objectifs que nous avons fixés comme cadre pour notre travail.

Les anciens quartiers populaire et bourgeois changent leur face à Budapest, les populations se transforment, les banlieux reconnaissent leurs rôles comme zones intermédiaires entre le centre ville et le périphérique des grandes magasins commerciales. C'est pourquoi les villages autour de la capitale ont été réinventés comme zones d'habitation pour les plus riches, pour les parcs d'habitation fermées, et pour les routes nationales étroites. En même temps la société éprouve les changements ou la transformation des anciens fonctions d'emploi: il y en a plus en plus de services sociaux, plus en plus de circulation routière, plus en plus de commerçants et d'agents commerciales, les relations entre les lieux de travail fixes et mobiles sont pris dans un mouvement infini, en contribuant à la création d'une nouvelle type de personnage: *l'homme nomade*, sans racines locales, sans liaisons familiales intimes, sans normes ou coutumes sociales, sans une identité topologiquement définissable. (Voir le livre de Jacques Attali, *L'Homme nomade*, ou les analyses de Zygmunt Bauman sur les divers types des marginaux).

Ces transformations socioculturelles, conséquences de la globalisation et de la métropolisation, se trouvent à l'origine des divers types de reconnaissance dans les

relations interculturelles, comme la reconnaissance de la diversité ethnique, ou celle de l'Autre culturellement déterminé, ainsi qu'à l'origine de l'absence des liens sociopolitiques et des connexions de solidarité.

La cosmopolitisation et l'homme dit „cosmopolite” était auparavant (avant la chute du mur de Berlin, avant le changement de régime) une valeur „typiquement capitaliste”, avec une connotation absolument négative, au sens péjoratif, presque juridiquement définissable. Mais la cosmopolitisation est devenue actuellement le but d'une grande ensemble des couches sociales, l'idéal de vivre ensemble socialement valable, la nouvelle notion de cohésion pour les plus meilleurs aspirations sociales. La réorganisation des normes et des coutumes, la tendance multiforme qui enchante l'époque de la transition, demeure ainsi, à travers ses acquisitions, pour tout dire, la priorité de la transition spectaculaire de la société hongroise et roumaine, en entrant dans un âge où la raison a véritablement commencé à constater la nécessité de la reconnaissance des possibilités limitées du progrès humain dans les villes.

Le symbolisme de la territorialité

Toutes ces questions sont liées au symbolisme de la territorialité pendant et après les années 1990. Le territoire ou l'espace, tout comme la politique, constitue une expérience quotidienne pour chacun de nous. Ils sont indiscutablement liés l'un à l'autre, ce qui nous permet de poser la question: comment la politique s'exprime-t-elle dans l'espace, et inversement, quelle est la place de celui-ci dans la politique?

La société est toujours et partout étroitement liée à l'espace. Par contre, *les modalités et les conditions d'utilisation de l'espace par la société* ne sont jamais les mêmes pour les cultures, les peuples, les États-nations et les producteurs de discours politiques. En plus de l'exploration des défis politiques et de l'articulation des discours singuliers, la compréhension des différences manifestes dans l'utilisation politique de l'espace offrira une piste pour la réflexion contemporaine en sciences sociales. Nos questions se précisent. Quelles sont les différentes étapes du symbolisme urbano-politique dans les territoires existantes en Hongrie (et/ou en Roumanie), pendant les années de la transition politico-culturelle, et surtout dans le milieu urbaine, sous l'égide de démocratisation locale/interne? Ensuite: quelle est la notion de démocratie qui est actuellement *reconstruite* par les territoires locales, politiquement favorisées ou défavorisées?

Etant donné que l'espace et la politique ne sont pas facilement définissables, et que les sciences de l'espace ou du territoire conçoivent l'espace en premier lieu comme un *phénomène géographique*, l'utilisation sociale de l'espace se présente le plus souvent comme un problème spécifique, subordonné à la problématique générale des sciences de l'espace et de l'administration. Mais la science politique, le régionalisme, la philosophie, la sociologie et l'anthropologie de nos jours ne

peuvent plus se contenter de cette approche – il est donc indispensable d'examiner la signification symbolique, la représentation collective des phénomènes liés à l'espace.

Nous considérons que le fait de vivre dans l'espace social n'est pas un objet pur de la sociologie. Il s'identifie plutôt à une *chaîne d'actions symboliques* qui se manifeste ou peut être appréhendée dans l'espace public. L'idée principale ou le sujet de notre exposé est que l'espace public est aménagée et réaménagée par les mécanismes cachés du pouvoir politique, et que l'utilisation de l'espace est, au niveau symbolique, au service d'intérêts politiques. Le pouvoir politique, à son tour, en occupant symboliquement l'espace, acquiert un capital symbolique dont l'utilisation ne dépendra désormais que de lui. La société n'aura plus aucune chance pour intervenir et faire valoir ses intérêts, et cela malgré toutes les institutions démocratiques existantes.

L'utilisation de l'espace par le pouvoir politique, tant au niveau de la pratique qu'au niveau de sa représentation spatiale, se sert, outre l'influence politique directe, d'un moyen d'intervention beaucoup plus solide et efficace, celui de la *domination symbolique*, utilisée en vue de l'appropriation des espaces publics et de manipuler l'expérience de l'espace sociale. Il arrive souvent que la distance par rapport au pouvoir, le caractère étrange de celui-ci apparaissent naturels pour la réflexion symbolique, et se hissent au rang de principe formateur de la vie réelle et ordonnée. C'est la continuité de la collectivité sociale qui se matérialise ainsi dans l'organisation spatiale de la « vie ordonnée ». Néanmoins, l'espace est le *lieu* où se réalisent les *relations* qui relient les actions au *discours* pluridimensionnel de la société. Celui-ci est morcelé dans l'espace et dans le temps. Les discours sociaux produits par les acteurs qui se disputent l'espace privé et l'espace public, servent de miroir à la culture, ainsi que de soutien à la cohésion sociale. L'espace sociale collectif matérialise les relations entre les individus et leur environnement. Ces relations ne sont pas des relations de possession, mais des relations symboliques (voir les exemples cités par Bourdieu 1976, 1981), qui ne s'identifient pas à des réflexions mécaniques ou à la représentation simplifiée de la réalité politique, étant donné qu'elles dépendent en grande partie de l'espace des valeurs, des attitudes de valorisation dominantes, et qu'elles sont à la merci de la formation du capital symbolique.

La réalité sociale et sa représentation sont également dépendantes de la lutte dont l'objet est la conquête du pouvoir exclusif, et qui se manifeste dans l'effort de rendre légitime une nouvelle définition de l'univers social, y compris ses conséquences, c'est-à-dire la formation et la disparition de certains groupes sociaux. L'enjeu de la lutte est donc le pouvoir d'être capable de faire accepter une nouvelle vision du monde social par la *division*. L'autorité, par ses déclarations, par son discours autoritaire et ses *limitations spatiales* tente de mettre au monde une nouvelle répartition qui correspondrait à ses intérêts, et impose volontairement la

formation d'unités territoriales qui ne correspondent à aucune frontière historique, culturelle, économique ou politique (Bourdieu 1985). Cette nouvelle division symbolique de l'univers social est réalisée par le moyen d'un *discours performatif* dans lequel la division symbolique de l'espace social, ainsi que la restructuration de l'unité sociale par cette division, ont toujours à leur disposition une panoplie d'instruments institutionnalisés. Il est particulièrement intéressant d'observer l'utilisation de ces instruments au niveau de la lutte symbolique dont l'enjeu est la reconnaissance sociale par la langue et par la parole distinctive (Bourdieu – Boltanski 1975).

La réalité politique s'identifie avec la « grande politique » menée au niveau des nations ou des États. Pourtant, la source primordiale des arguments et des droits qu'allègue le pouvoir politique dans l'objectif de conquérir l'espace est la légitimité imposée par la force et le « principe de majorité ». Tous les intérêts et toutes les intentions politiques ne « se matérialisent » pas dans l'espace, la *conquête* de l'espace est réalisée en ayant recours à des moyens symboliques (voir les exemples dans l'espace symbolique des « magyars » en Transylvanie, ou des aspirations politiques des hongroises en gagnant de nouvel espace territorial vis-à-vis les autres groupes nationales est-européennes). Par contre, le « contrat social » concernant la répartition de l'espace, passé entre l'État politique et la société politique, est loin d'être interprété de la même manière et contient des représentations spatiales divergentes. Le mode d'appropriation de l'espace est encore plus hétérogène. Les relations qui existent entre l'espace et la politique ne constituent pas un sujet trivial, bien que *l'interprétation de la territorialité* fasse partie de l'histoire de la culture politique. Cela veut dire que sa compréhension ne peut pas se passer de concepts qui aident à interpréter les représentations spatiales dans le contexte de la réflexion politique contemporaine.

Ici, à côté de la multiplicité des conceptions de l'espace, il faut parler aussi des sphères symboliques, étant donné que les *représentations sociales de l'espace* sont le plus souvent véhiculés à travers des *formes* et des *fonctions symboliques*. L'analyse des sphères symboliques pourrait comprendre les divers points de vue développés par de nombreux sociologues, étant donné que: tous les domaines de la vie politique sont symbolisés, les symboles sont susceptibles de s'autonomiser ou de prendre d'autres significations, et le *no man's land* entre le symbolique et le réel devient souvent la base de *l'identité socialement réalisable*. La représentation symbolique peut aussi tenir lieu d'acte ou de contenu politique réel, peut renforcer des identités et aider à repérer les frontières de l'existence individuelle ou sociale dans la sphère symbolique. Autant dire que la *notion d'espace* détermine pour la réflexion quotidienne une « vision sociale de l'espace », ou, en d'autres termes, une opinion sur l'environnement social, faisant partie de l'intégration, de l'appartenance/proximité sociale. En ce sens, le discours politique s'assimile à un « discours spatial », c'est-à-dire la communication s'effectue à l'aide de

métaphores plus ou moins voisines avec les notions d'espace appartenant au langage quotidien.

Nous n'avons pas l'intention de rappeler ici tout le vocabulaire quotidien des relations existant entre l'espace et la politique ou de la colonisation discrète de notre sociétés. Nous voudrions seulement dresser un inventaire : comment la politique parle-t-elle *de l'espace* ou plutôt *à travers* l'espace ? Le langage politique verse souvent dans le coercitif, en adoptant le registre de la contrainte et du droit, parfois celui du « racisme » ou de l'« ethnicité », se servant du langage des historiens. Mais il interpelle le citoyen de plus en plus fréquemment dans le langage « spatial ». Le sentiment d'asservissement et la politique de ressentiment sont, depuis des siècles, les caractéristiques de l'histoire politique nationale (et régionale). Or, un des éléments primordiaux de cette pratique politique reste le sentiment d'être *limité dans l'espace*, qui s'est toujours exprimé dans le discours public national et régional. La notion d'espace, à cause du fait qu'elle n'est pas définie et que le discours quotidien l'utilise d'une manière *polysémique*, devient facilement le vecteur de jugements de *valeur*, surtout quand la répression cesse ou en cas de l'adoucissement du climat politique. L'élargissement de la marge de manoeuvre sociale en cas de changement de régime politique permet la redéfinition du contenu de la notion d'espace. Pour ce qui concerne notre époque, on serait tenté de dire que le *processus du changement de régime* (voir l'horizon des interprétations Varga 2009, 2010a) qui, entre autres, amène la transformation des identités, s'assimile à une « histoire spatiale », celle de mouvements sociaux extraordinaires et d'appropriations spatiales. Pour la conscience quotidienne, et souvent pour la réflexion scientifique également, l'espace se réduit à ses deux dimensions *verticale* et *horizontale*. Pourtant, les sciences sociales considèrent que l'espace est défini par ses *frontières*, par son *voisinage*, et que la notion politique de l'espace s'oppose fermement au monde extérieur et hostile, cet « espace propre » qu'il convient de reconquérir. A notre sens, à l'*espace concret réel* est toujours « superposé » un *espace symbolique*; les institutions politiques, par exemple, ont toujours un halo de connotations historiques, et cette histoire de significations, cette hiérarchie ou la supériorité symbolique attribuée au pouvoir sont toujours interprétées dans une dimension spatiale. C'est donc autour de phénomènes sociaux réels et autour d'individus réels que s'organise l'espace symbolique. Le comportement de ces acteurs comprend souvent des *actes symboliques*, mais l'*espace* lui-même peut devenir un *système*, un ensemble formalisé, tel le *pouvoir* que les citoyens perçoivent comme une *unité spatiale particulière*. A certains moments, l'espace politique devient un *principe régulateur* et prend les couleurs d'une *réalité ordonnée*. Cet *ordonnancement* identifié à la *performance* du pouvoir garantant l'ordre social, peut devenir aux yeux des gens, les circonstances aidant, la garantie évidente de la continuité sociale cavhée, invisibile.

L'espace ne signifie pas seulement un territoire naturel, une zone biologique ou un phénomène géographique. D'une part, c'est une formation sociale définie par des facteurs physico-géographiques et économico-sociaux (mais ce ne serait qu'un paysage « social »), d'autre part, il s'agit d'une *portion de réalité virtuelle* délimitée par des frontières et des exclusions, résultante (parfois imaginaire) de comportements humains, d'interactions culturelles et de processus d'intégration, perçue comme « La Nôtre ». Elle reçoit un nom si on en a l'expérience quotidienne et à condition qu'elle prenne racine dans la conscience ordinaire. Ce qui doit être souligné, c'est que les champs d'action sont des phénomènes qui constituent un *environnement virtuel* qui reste constant malgré les changements incessants dus aux interactions sociales. Ils sont chargés de motivations, d'intentions, de défis et de réactions, c'est-à-dire: la communication n'y cesse jamais, et forme un espace divisé en zones sociales et privées, institutionnelles et personnelles, y créant des tensions et le remplissant de contenus. Dans le modèle de Claus Offe, qui décrit nettement de typologie de la lutte pour le pouvoir, l'espace est tridimensionnel : il distingue entre le niveau de l'élite bureaucratique de l'État, le niveau des groupes anonymes et des acteurs collectifs, et finalement le niveau de la communication et de la culture politique (1976). Ces trois groupes utilisent des *définitions différentes de la réalité* en vue d'acquérir l'hégémonie culturelle. Du fait que ces luttes ne sont pas perceptibles par le commun des mortels et ne déclenchent qu'épisodiquement des actions politiques, ils permettent la formation d'opinions et de formes de communication autonomes, renforçant les possibilités d'actions collectives. C'est de cette façon que se crée l'*espace* de la *publicité* habermasienne face à la « chasse gardée ». A notre sens, on ne parviendra pas à une représentation générale de la politique que par la définition de l'*espace du pouvoir*, par l'analyse de la *répartition spatiale du pouvoir politique* et de l'articulation horizontale et verticale, déterminée à son tour par la dynamique des décisions.

La représentation que se fait l'anthropologie politique de l'*espace* est déterminée par l'analyse des *champs d'actions* et par les notions de *centre* et de *périphérie*, ainsi que par la théorie des « zones marginales ». Bourdieu affirme qu'il y a une relation fondamentale entre le mode de domination et la légitimité symbolique. Comme on le connaît bien, Michel Foucault dit que « la discipline crée un espace analytique » « en séparant spatialement les individus les uns des autres », et il identifie de cette manière le contrôle des actions, fonction juridico-politique qui attire le pouvoir invincible à l'« art de la répartition ». Il ajoute que le corps humain et le « corps politique », y compris leur environnement, peuvent être conçus comme autant de « petits États », étant donné que les espaces définis, outre qu'ils sont contrôlables afin d'empêcher les formes de communication dangereuses, doivent être des espaces utiles (Foucault 1990:41, 193-196, 283).

Les sciences sociales d'aujourd'hui estiment que l'expression *spatiale* de l'articulation politique de la société est inscrite *dans le champ politique*, dans les

institutions de celui-ci, c'est-à-dire qu'elle se retrouve au niveau du réseau médiateur constitué par les partis, les groupes, les normes, les valeurs et qui s'étend sur l'ensemble du pays. Les intérêts qui se réalisent par la voie de l'institutionnalisation représentent nombre d'influences politiques au niveau symbolique ou au niveau de la réalité – et se réduisent souvent à des éléments *porteurs d'une symbolique*, et sémantiquement analysables. Quand nous parlons ici d'*espace politique*, on peut penser d'abord à un *segment isolé de l'espace physique*, approprié et magnifié par la politique. Dans cette zone latente, la société tente bien évidemment d'« outrepasser » les limites spatiales politiquement légitimées, mais puisque l'espace politique lui-même n'est qu'une portion de l'*espace social*, toutes ces tentatives ne font pas leur apparition dans l'espace politique. Pour ce qui concerne le changement de régime en Hongrie et/ou en Roumanie, on a vu que l'État politique *s'exprime dans l'espace* : il s'agit d'un « passage », dit-on, passage du passé à l'avenir, passage du socialisme au capitalisme, du « rideau de fer » à l'air libre, des Balkans à l'Ouest ... pour se contenter des métaphores les plus usuelles. Les rites de ce passage montrent la voie de l'*espace général* vers les *espaces spécifiques* (ces sont les espaces signifiés par les actions rituelles, analysées par Réka Albert ou András Zempléni au colloque tenu à *Collegium Budapest*, mai 1997). Le passage est la forme dans laquelle se réalisent les changements de régime, d'identités politiques et la modification des structures, porteuse de mouvements intérieurs, dont la légitimité dépend souvent du geste approuvé de l'environnement *spatial* (extérieur). (Voir les exemples: notre place dans l'Union Européenne, notre acclimatation à l'intégration européenne, notre adhésion à l'OTAN etc.). Le changement spatial dépend bien sûr de conditions *intérieures* aussi, telles que le multipartisme (avec des partis qui n'en finissent pas de se scinder) ou la *division spatiale* du pouvoir avec comme conséquence la décentralisation territoriale des techniques de *domination* sur lesquelles nous ne m'étendrons pas cette fois.

Dans les années du changement de régime politique la sphère propre du pouvoir retrouve sa position déclarative, et en plus on a commencé la recentralisation de l'espace politique. Cette „repartition” de l'espace et le grossissement relatif de l'espace politique justement face à l'espace social – c'est l'un des événements et des tendances virtuelles les plus spectaculaires. Cette période de la transition politique était un nouvel „lotissement des territoires” politiques, pour deux composants: le premier est l'espace de la domination, et l'autre c'est l'espace des sujets du gouvernement formellement démocratique, mais réellement re-colonisable. En observant cette symbolisation ou cette „langue politique”, nous pourrions retrouver une stabilisation et une réorientation de l'espace national. On peut constater une modification de la direction de système de l'Est vers l'Ouest au début des années '90; on peut retrouver du changement dans l'espace international aussi lorsque l'Union Soviétique perde sa position dirigée et

quand le discours des superpouvoirs commencent à s'orienter vers une autre intégrité spatiale. Nous pourrions dire que la „nationalisation” d'une certaine unité territoriale et la reformulation des frontières quasiment entouchables par les voisins d'un État, donne la possibilité de restauration d'un nationalisme caché ou semi-publique, une occupation interne organisée par l'État-propre.

Une démarche politique pluraliste modifie les rôles, les usages des partis, ainsi que la distance d'entre eux. En Hongrie, par ex, les partis les plus forts, les gagnants sont ceux qui redéfinissent les intérêts collectifs, les diverses positions des politocrates, et finalement l'espace aussi, modifié par des orientations politiques pour les acteurs sociaux (1990–1994). On modifie la notion de la nation, et celle de la patrie aussi. Il est bien significative la fameuse déclaration de M. Le Premier Ministre József Antall, au moment quand il a gagné les premières élections démocratiques de Hongrie: „je souhaite devenir le premier ministre non seulement de la population actuelle de l'Hongrie, mais de 15 millions de Hongrois (magyars) qui vivent partout dans le monde”. Cette argumentation symbolique de la compétition du pouvoir illimité (sans frontières) est l'un des plusieurs exemples de la vie politique de la Hongrie postcommuniste en transition – „ce qui signifiait qu'il s'engageait à défendre la cause des Hongrois vivant en dehors du territoire national” » (notons : pas dernier rang en Transylvanie) » Par la suite, „l'opposition a régulièrement formulé des reproches au premier ministre au sujet de ces dires” – analysée par Guy Lázár et Ildikó Szabó (1997).

Il était évident que les mécanismes cachées et sophistiquées d'intégration européenne n'étaient pas les seuls à modifier les relations existant entre les villes et ses environs, ses espaces sociaux et culturelles, et qu'ils agissaient parallèlement avec d'autres grands processus de la transition intégrative. En ce qui concerne la délimitation de ces influences spatio-politiques, il nous semble que les conséquences sociologiques et spatio-sociales des différentes politiques symboliques, provoquées par la *désintégration du système sociale et locale* sous le fonctionnement d'administration territoriale, par la manipulation systémique durant le passage du socialisme de type est-européenne à la démocratie (quasi)libérale, par l'établissement de la société de marché et la mondialisation, avaient été déterminantes. Par conséquent position hypothétique de notre analyse était la suivante : l'intégration européenne et la mondialisation ont entraîné, sous l'égide du pouvoir légitime, des effets territoriaux et sociaux *contradictoires*. Les préparations pour l'adhésion avaient tendance à mobiliser plutôt la coopération, tandis que les influences sociopolitiques de la mondialisation encourageaient la discussion et faisaient *émerger des conflits spatiales*. Notre hypothèse centrale est qu'on peut constater partout en Hongrie et en Roumanie aussi une diminution du capital social, qui a été remplacé par la rigidité des formes administratives actuelles, une diminution qui serait à la source d'un *affaiblissement des liens social* (en fragmentant les coopérations sociales), qui, à son tour, entraînerait une baisse

de la performance démocratique de notre société. L'objectif concret de l'enquête était d'éclaircir, dans des divers régions hongroises – en montrant les différences entre les niveaux de développement socioéconomique – les facteurs sociologiques, les ensembles d'intérêts (partiales ou totales), et les conflits sociaux déterminés, d'une part, par les relations entre les restaurations des traditions ethnoculturelles, et d'autre part par des reformulations de l'espace sociale par la domination et par la cosmopolitisation comme épreuve. Selon notre vision, ces conflits pourront être atténués grâce aux effets positifs de l'intégration européenne, ou, dans le même contexte, par des relations de partenariat, par l'attribution de nouvelles fonctions bien réelles aux associations de communes, par la garantie de la représentation politique efficace des intérêts, par l'encouragement des coopérations multilatérales/intercommunales et des certaines fonctions existantes de *la cosmopolitisation spatiale* de façon bien meilleure qu'aujourd'hui. Finalement, il était bien évident qu'il faut redéfinir et/ou reinventer les rôles locales de la territorialité *contre* la globalisation politique. Le travail d'analyse montre assez clairement qu'en revanche, les mécanismes de la représentation et de la régulation politiques auraient moins de prise sur les nouveaux lieux et processus d'intégration sociale qu'on voit émerger. C'est ce déphasage qui est à la source de l'impression de *crise de la démocratie*, au sens d'une baisse de la performance sociale et mentale des institutions publiques.

Plusieurs différents éléments de cette problématique ont été déclinées ensuite dans des champs plus particuliers – minorités, la vie dit „civile” ou associative, la crise et le renouveau du politique, le développement économique, l'aménagement du territoire, la démocratie et les sociétés pluriculturelles; les transformations de groupements urbaines implique des approches divers et la participation dans des situations-limites, en posant des questions pour le gouvernement multipartidique, mais pose en même temps des questions, à l'autre côté, pour les élites de l'éthos socio-religieux et transnational – et dans une espace étatique définie. On peut soutenir que les interactions post-socialistes et précapitalistes ont en effet redéfini les notions conventionnelles de la localité, du commun, du privé et du public: elles ont fait de Budapest une espace des recompositions conflictuelles à l'époque du „changement de système”, dans le contexte des processus d'unification avec l'Europe – mais *sans la participation ou la soutenance des européens*.

La recherche sur les évolutions de l'accueil des idées européennes montre bien le second conséquence des réponses apportées aux exclusions et aux ruptures: située dans une ville ou différent espaces emblématiques, on pourrait mettre en lumière les mécanismes d'entrée dans cette phase visible de la rupture qu'est la perte de sa validité, des modalités et des difficultés de l'accueil européenne, et plus encore de la sortie de l'univers de l'exclusion, comme element fondamentale d'un *dramaturgie étatique*. Cettes conclusions de recherche analyse les capacités

de réponse face aux ruptures et à la désinsertion, développées par les acteurs de l'Etat, ceux des centres de défenseur exclusif des individus en situation de rupture, et le passage au secteur associatif accroît la désaffiliation par rapport aux collectivités. Cette étude explorait déjà les réponses apportées par la conscience public et par les collectivités aux défis de la montée de la précarité et de l'émergence de nouveaux publics pour et par la *colonisation interne de tous les espaces sociaux* libres/moins libres. Les exemples visibles de la Hongrie montre ou démontre bien l'analyse émique dans des contextes roumaines aussi.

Nous remercions pour tous les corrections conseillées et pour la traduction a Mlle Zita Monostori.

References

- Albert Réka 1997 *La territorialité nationale*. Colloque internationale, *Frontières, espaces et identités en Europe*, Budapest: Collegium.
- Attali, Jacques 2003 *L'Homme nomade*. Paris: Fayard. (*A nomád ember*. AllPrint, Budapest, 2004).
- Barou, Jacques 2004 Comment les anthropologues en vinrent à la ville: extension du domaine de la recherche. In Alain Battagay – Jacques Barou – András A. Gergely eds. 2004a *La ville, ses cultures, ses frontières. Démarches d'anthropologues dans des villes d'Europe*. Paris: L'Harmattan.
- Battagay, Alain 2004b (<http://www.musee-dauphinois.fr/expositions/airdefamille/>)
- Basham, Richard 1978 *Urban anthropology. The cross-cultural study of complex societies*. Palo Alto: Mayfield Publishing Company.
- Bauman, Zygmunt 1998 *Globalization: The Human Consequences*. New York: Polity Press (*Globalizáció. A társadalmi következmények*. Szukits Könyvkiadó, Szeged, 2002.)
- Bernstein, Richard J. 1992 *The New Constellation: The Ethnical-Political Horizons of Modernity/Postmodernity*. Cambridge : MIT Press.
- Biró A. Zoltán – Bodó Julianna 1993 La pratique d'édification culturelle d'une région. *Experiments*, Vol. 1. Csíkszereda, 71-84. See too *Regio*, 1992/3:61-71.
- Biró A. Zoltán – Oláh Sándor 1993 Emlékmű – jelkép – identitás. (Esettanulmány egy emlékmű újjáépítéséről). *Antropológiai Műhely*, I/2. KAM, Csíkszereda. 87-103.
- Bodó Julianna – Biró A. Zoltán 1993 Szimbolikus térfoglalási eljárások. *Antropológiai Műhely* I/2. Csíkszereda, 57-86.
- Bourdieu, Pierre – Boltanski, Luc 1975 Le fétichisme de la langue. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 4.
- Bourdieu, Pierre 1985 Az identitás és a reprezentáció. A régió fogalmának értelmezéséhez. *Szociológiai Figyelő*, 1:7-22.
- Bourdieu, Pierre 1985 The Social Space and the Genesis of Groups. *Theory and Society*, 14, no. 6 (November), 723-744.

- Bourdieu, Pierre 1981 La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 36-37:3-24.
- Bourdieu, Pierre 1978 A szimbolikus tőke. In *A társadalmi egyenlőtlenségek újatermelése*. Gondolat Kiadó, Budapest, 379-400.
- Bourdieu, Pierre 1976 Les modes de la domination. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2-3.
- Brubaker, Rogers 1992 *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge, MA: Harvard University Press
- Delaporte, Yves 1993 D'un terrain l'autre. Réflexions sur l'observation participative. In Pétonnet, Colette – Delaporte, Yves eds. *Ferveurs contemporaines*. Paris: L'Harmattan, 321-340.
- Fejős Zoltán 1995 *Kollektív emlékezet és az etnikai identitás megszerkesztése*. On-line http://www.sulinet.hu/oroksegtar/data/kulhoni_magyarsag/2009/Magyarsag_kutatas_1995_96/pages/009_fejos.htm
- Foster, George M. – Kemper, Robert V. eds. 1974 *Anthropologists in cities*. Boston: Little Brown.
- Foucault, Michel 1990 *Felügyelet és büntetés. A börtön története*. Budapest: Gondolat.
- Fox, Richard G. 1977 *Urban anthropology. Cities in their cultural settings*. New-Jersey: Prentice-Hall.
- Goffman, Erving 1959 *The presentation of self in everyday life*. New York: Doubleday Anchor.
- Hannerz, Ulf 1980 *Exploring the city. Inquiries towards an urban anthropology*. New York: Columbia University Press.
- Kemper, Robert V. 1991 Trends in urban anthropology research: an analysis of the journal *Urban Anthropology*, 1972-91. *Urban Anthropology and Studies of Cultural Systems and World Economic Development* 20: 373-84.
- Krockow, Christian Graf von 1990 Adalékok az azonosságtudat antropológiájához és szociológiájához. *Szociológiai Figyelő*, 2:63-74.
- Losonczy, Anne-Marie – Zempléni, András 1991 Anthropologie de la «patrie»: le patriotisme hongrois. *Terrain*, 17. (octobre), 29-38.
- Musto, Stefan A. 1993 Búcsú Budapesttől? *Mozgó Világ*, 2:3-14.
- Nas, Peter J. M. (ed.) 1993 *Urban symbolism*. Leiden, New York: Brill.
- Nikolic, Pavle 1982 Le mécanisme du pouvoir et de l'autogestion dans la commune yougoslave. *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, Vol. 13. No. 2. Juin, 95-124.
- Niedermüller Péter 1984 Városi antropológia: történeti megközelítések. In Hofer Tamás szerk. *Történeti antropológia*. Budapest: MTA Néprajzi Kutatócsoport, 97-105.
- Offe, Claus 1976 Editorial. In Edelman, M. *Politik als Ritual: Die symbolische Funktion staatlicher Institutionen und politischen Handelns*. Campus Verlag, Frankfurt am Main.
- Sanjek, Roger 1990 Urban anthropology in the 1980's: a world view. *Annual Review of Anthropology* 19: 151-86.
- Szabó Ildikó – Lázár Guy 1997 *Nemzet-koncepciók a mai magyar társadalomban*. András A. Gergely ed. Budapest, MTA PTI Etnoregionális Kutatóközpont, Munkafüzetek No. 35.
- Varga Andrea 2009 Karácsonyi forradalom. *Erdély Ma*, december 22. http://www.erdely.ma/publicisztika.php?id=62670&cim=karacsony_i_forradalom

Varga Andrea 2010 Rendszerváltások rendszerei. *Iskolakultúra*, 11:105-117.

Varga Andrea 2010a <http://www.freedomstory.eu/proiecte/expozitia-o-poveste-despre-libertate.html>; <http://www.freedomstory.eu/>

Zempléni András 1997 *Reminiscence of the “national question” in contemporary Europe. Anthropological approaches*. Colloque internationale, *Frontières, espaces et identités en Europe*. Budapest: Collegium Budapest.